

A large, stylized number '1' is the central graphic element. It is rendered in a light teal color with a white outline and a subtle drop shadow, giving it a three-dimensional appearance. The '1' is positioned in the upper right quadrant of the page. The background is a solid teal color with several overlapping, semi-transparent white shapes that create a layered, paper-like effect. These shapes are primarily in the upper and right portions of the page, with some extending towards the center.

**PREMIER
RAPPORT TRIMESTRIEL
DE TRANSAT A.T. INC.
PÉRIODE TERMINÉE
LE 31 JANVIER 2008**



Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, par rapport au trimestre terminé le 31 janvier 2007 et doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du premier trimestre des exercices 2008 et 2007, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2007, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du premier trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2007. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 12 mars 2008. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 et la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions «Transat», «nous», «notre», «nos» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme «s'attendre à», «anticiper», «planifier», «croire», «estimer», «avoir l'intention de», «viser», «projeter», «prévoir», ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les conflits armés, les attentats terroristes, les prix de l'énergie, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploita-

tion et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant

- La perspective de la société selon laquelle la demande restera supérieure à celle de 2007.
- La perspective de la société selon laquelle les réservations, en Europe, pour la saison d'hiver sont en voie de dépasser les niveaux de 2007.
- La perspective de la société selon laquelle les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, les fonds dont elle dispose et les emprunts sur ses facilités de crédit seront suffisants pour combler ses besoins en fonds de roulement.

En faisant ces déclarations, la société a supposé que les tendances des réservations se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement pour l'exercice complet. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la société à cette date. La société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par la loi.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Trimestres terminés les 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 Redressé ² \$	Écart \$	Écart %
États consolidés des résultats				
Revenus	787 389	712 337	75 052	10,5
Marge ¹	15 944	26 202	(10 258)	(39,1)
Bénéfice net (perte nette)	(10 094)	2 014	(12 108)	(601,2)
Bénéfice (perte) de base par action	(0,30)	0,06	(0,36)	(600,0)
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	(0,30)	0,06	(0,36)	(600,0)
Dividende – actions de catégorie A et B	0,09	0,07	0,02	28,6
États consolidés des flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	128 062	103 822	24 240	23,3
Bilans consolidés				
	Au 31 janvier 2008	Au 31 octobre 2007 redressé ²		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171 950	166 768	5 182	3,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	274 927	168 196	106 731	63,5
Placements dans des PCAA	118 300	142 346	(24 046)	(16,9)
	565 177	477 310	87 867	18,4
Actif	1 329 828	1 080 523	249 305	23,1
Dette (à court terme et à long terme)	144 315	91 837	52 478	57,1
Dette totale ¹	416 444	371 146	45 298	12,2
Dette nette ¹	126 194	62 032	64 162	103,4

¹Voir Mesures financières non conformes au PCGR

²Voir Modifications de conventions comptables

¹MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «marge brute d'autofinancement», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Cependant, ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge correspond aux revenus desquels on soustrait les dépenses d'exploitation, selon les états consolidés des résultats non vérifiés.

La marge brute d'autofinancement est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer le rendement opérationnel et la capacité de la société de respecter ses obligations financières. La marge brute d'autofinancement

correspond aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation desquels on soustrait la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation, la variation nette des autres actifs et passifs et la variation nette des dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules selon les états consolidés des flux de trésorerie.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle correspond à la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débentures) et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, présentées à la page 10.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle correspond à la dette totale (décrite ci-haut) moins la trésorerie et équivalent de trésorerie non détenues en fiducie ou autrement réservées et les placements dans des papiers commerciaux adossés à des actifs [«PCAA»].

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international en Amérique du Nord. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos produits dans deux secteurs géographiques, soit l'Amérique du Nord et l'Europe. Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfait ou non, y compris des sièges d'avion. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. En effet, Transat est également un important distributeur au détail, comptant au total environ 500 agences de voyages et un système de distribution multi canaux faisant notamment appel à Internet. Transat s'appuie sur sa filiale Air Transat, le plus important transporteur aérien nolisé international au Canada, pour combler une partie importante de ses besoins en sièges d'avion. Nous offrons également des services à destination, des services de gestion hôtelière et des services aéroportuaires.

Le marché du tourisme international est en croissance et les touristes internationaux ont des marchés d'origine et des destinations de plus en plus variés. La vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux. Nous sommes solidement implantés en France et au Royaume-Uni comme voyagiste expéditif, de même qu'en Grèce comme voyagiste réceptif. Nous offrons à nos clients une vaste gamme de destinations internationales, dans quelque 60 pays. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis et dans d'autres pays d'Europe.

Nous avons un plan stratégique triennal (2006-2008) axé sur la croissance et la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous visons à procéder à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique. Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Au Canada, renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en étendant notre réseau de distribution de sorte à demeurer le numéro un partout au pays.
- En Europe, accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni, et poursuivre nos efforts en vue de nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste, notamment comme spécialiste à destination du Canada.
- Investir de nouveaux marchés, et en particulier devenir un voyagiste aux États-Unis, tout en continuant d'étudier la possibilité de s'implanter sur d'autres marchés en Amérique du Nord.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et nos investissements en technologie et en formation.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2008 :

- Consolider notre position de chef de file au Canada et resserrer les liens de Transat Tours Canada avec nos filiales européennes actives sur le marché transatlantique.
- Accroître notre compétitivité et notre envergure en tant que voyagiste européen.
- Pénétrer de nouveaux marchés expéditifs.
- Capitaliser sur l'intégration verticale à destination.
- Donner des moyens additionnels aux gestionnaires d'assurer activement le développement du personnel dans une perspective de pérennité et de gestion des connaissances.
- Mettre au point et implanter une infrastructure intégrée de gestion de l'information qui soutienne le développement et contribue activement à une croissance rentable.
- Étoffer nos structures, nos processus et nos stratégies en vue de faire face à l'évolution rapide de l'industrie du tourisme, en particulier au chapitre des attentes et des enjeux relevant de la responsabilité sociale.

Les principaux inducteurs de performance sont notre part de marché, la croissance de nos revenus et notre marge. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie, nos placements et nos facilités de crédit.

Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACQUISITIONS

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V., une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République Dominicaine, pour une contrepartie au montant de 50,6 millions de dollars [50,1 millions de dollars US] et des paiements conditionnels supplémentaires totalisant 5,0 millions de dollars basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

Trimestres terminés
les 31 janvier
(en milliers
de dollars)

	2008 \$	2007 \$	Écart \$	Écart %
	787 389	712 337	75 052	10,5

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Les revenus de la société ont augmenté de 75,1 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2007. L'augmentation globale de nos revenus tient à une croissance des revenus en Amérique du Nord de 8,9 % et à une croissance des revenus de 21,2 % en Europe. Cette augmentation est principalement attribuable à un accroissement de l'activité commerciale, particulièrement en

Amérique du Nord et chez Look Voyages, où nous avons augmenté l'offre de nos produits, et en partie attribuable à l'acquisition de Amplitude Internationale («Amplitude») en 2007. Compte tenu de l'augmentation de l'offre de nos produits sur les différents marchés, nous avons enregistré une hausse de 23,0 % du nombre de voyageurs, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 85,3 millions de dollars pour le premier trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2007. Cette augmentation est attribuable à des hausses des dépenses d'exploitation de 11,1 % en Amérique du Nord et de 20,2 % en Europe.

Les coûts directs comprennent le coût des différents éléments constitutifs d'un voyage qui seront ensuite vendus au consommateur par les agences de voyages. Ces coûts sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent le coût des chambres d'hôtel ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, ces coûts ont représenté 56,1 % de nos revenus, en hausse comparativement à 53,6 % pour la même période en 2007. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, les coûts directs ont augmenté de 15,5 %. L'augmentation en dollars découle principalement de l'accroissement des activités commerciales et aussi de la hausse de nos coûts de sièges, causée entre autres par la hausse des prix du carburant et par l'augmentation des coûts de chambres d'hôtel.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 11,7 % comparativement au premier trimestre de 2007. Cette hausse est attribuable à l'intensification des activités commerciales et à l'ajout à notre flotte de deux aéronefs depuis le 31 janvier 2007, dont un au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Trimestres terminés les 31 janvier (en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 Redressé \$	Écart \$	Écart %
Coûts directs	441 441	382 047	59 394	15,5
Salaires et avantages sociaux	87 819	78 652	9 167	11,7
Carburant d'aéronefs	67 606	55 682	11 924	21,4
Commissions	45 046	51 218	(6 172)	(12,1)
Entretien d'aéronefs	21 921	20 244	1 677	8,3
Frais d'aéroports et de navigation	19 293	17 921	1 372	7,7
Loyer d'aéronefs	11 902	11 980	(78)	(0,0)
Autres	76 417	68 391	8 026	11,7
Total	771 445	686 135	85 310	12,4

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 21,4 %, soit 11,9 millions de dollars. Cette augmentation découle principalement de l'intensification de nos activités commerciales, de l'ajout à la flotte, en 2007, d'un aéronef et de la hausse des prix du carburant.

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 6,2 millions au cours du premier trimestre de 2008 par rapport à celui de 2007. Au cours de la période terminée le 31 janvier 2008, la dépense de commissions a représenté 5,7 % de nos revenus comparativement à 7,2 % pour la même période en 2007. Cette baisse est principalement attribuable à la baisse des taux de commission au Canada et, en partie, attribuable aux synergies accrues résultant de l'élargissement de notre réseau d'agences de voyages réalisé à la suite de notre acquisition survenue au cours de l'exercice 2006 et à l'augmentation des ventes directes de nos filiales européennes.

Les coûts d'entretien d'aéronefs se rapportent principalement aux frais engagés par Air Transat pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Ces dépenses ont augmenté de 8,3 % au cours de la période comparativement à 2007. Cette hausse s'explique principalement par l'intensification des activités commerciales et par l'ajout d'un aéronef à notre flotte comparativement à la même période en 2007, cependant freinée par la vigueur du dollar face à la devise américaine.

Les frais d'aéroports et de navigation se rapportent principalement aux droits exigés par les aéroports. L'augmentation de 7,7 % en regard de la période de l'exercice précédent est principalement le résultat de l'intensification des activités commerciales.

Les loyers d'aéronefs sont demeurés stables comparativement à la période correspondante de 2007. La force du dollar par rapport à la devise américaine a plus que compensée la hausse des loyers relatifs à l'aéronef qui a été ajoutée à la flotte en 2007.

Les autres frais ont augmenté de 11,7 % en regard du trimestre correspondant de 2007. Cette augmentation provient principalement de l'accroissement de notre niveau d'activité. Cependant, en pourcentage des revenus, les autres frais ont légèrement augmenté, passant de 9,6 % en 2007 à 9,7 % en 2008.

MARGE

Compte tenu de ce qui précède, notre marge s'est détériorée, passant de 3,7 % pour le premier trimestre de 2007 à 2,0 % pour le premier trimestre de 2008. L'érosion de notre marge résulte principalement de la pression à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excé-

dentaire sur le marché, et ce, principalement en Amérique du Nord.

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – AMÉRIQUE DU NORD

Trimestres terminés
les 31 janvier
(en milliers
de dollars)

	2008 \$	2007 Redressé \$	Écart \$	Écart %
Revenus	675 342	619 890	55 452	8,9
Dépenses d'exploitation	651 813	586 581	65 232	11,1
Marges	23 529	33 309	(9 780)	(29,4)

En Amérique du Nord, les revenus ont augmenté de 8,9 % au cours du premier trimestre de 2008 comparativement à la même période de 2007. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de 19,3 % du nombre de voyageurs comparativement à 2007. Pour le premier trimestre de l'exercice 2008, notre marge a diminué pour s'établir à 3,5 % comparativement à 5,4 % pour la même période en 2007. L'érosion de notre marge résulte principalement de la pression à la baisse sur les prix de vente compte tenu de l'offre excédentaire sur le marché et de la concurrence qui demeure vigoureuse.

LES SECTEURS GÉOGRAPHIQUES – EUROPE

Trimestres terminés
les 31 janvier
(en milliers
de dollars)

	2008 \$	2007 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	112 047	92 447	19 600	21,2
Dépenses d'exploitation	119 632	99 554	20 078	20,2
Marges	(7 585)	(7 107)	(478)	(6,7)

En Europe, les revenus et les dépenses ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces augmentations découlent principalement de l'intensification des activités commerciales, principalement chez nos sociétés françaises, et par notre acquisition d'Amplitude en 2007. Ces augmentations ont cependant été légèrement compensées par la vigueur du dollar par rapport à l'euro. Comparativement au trimestre correspondant de 2007, notre nombre de voyageurs a augmenté de 55,0 %. En excluant les voyageurs d'Amplitude, nous affichons une augmentation du nombre de voyageurs de 30,5 %. Nos activités européennes ont affiché une marge négative de 7,6 millions de dollars par rapport à une marge négative de 7,1 millions de dollars en 2007, principalement causée par la saisonnalité de nos opérations en Europe et par l'acquisition d'Amplitude.

AUTRES DÉPENSES ET REVENUS

Trimestres terminés les 31 janvier (en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 Redressé \$	Écart \$	Écart %
Amortissement	13 275	12 252	1 023	8,3
Intérêts sur la dette à long terme et les débetures	2 351	1 771	580	32,7
Autres intérêts et frais financiers	388	311	77	24,8
Revenus d'intérêts	(4 427)	(4 672)	(245)	(5,2)
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 967	9 716	(7 749)	(79,8)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(157)	1 619	(1 776)	(109,7)
Dévaluation des placements dans des PCAA	14 222	—	s.o.	—
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(707)	(202)	(505)	250,0

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles, les actifs incorporels amortissables, les avantages incitatifs reportés et les autres actifs, constitués principalement de frais de mise en exploitation. L'amortissement a augmenté de 1,0 million de dollars (8,3 %). Cette augmentation est principalement attribuable aux acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées au cours de l'exercice 2007.

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures ont augmenté de 32,7 %, 0,6 million de dollars, comparativement au premier trimestre de 2007. Cette augmentation découle de l'augmentation de notre dette à long terme à la suite de la conclusion d'une entente portant sur un crédit à terme rotatif, non garanti, de 150,0 millions de dollars.

Nos autres frais d'intérêts et frais financiers sont demeurés relativement stables au cours de la période comparativement à ceux de la période précédente.

Les revenus d'intérêts ont diminué de 0,2 million de dollars au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 comparativement à celui de 2007. Cette diminution résulte principalement de soldes moyens de trésorerie et équivalents de trésorerie moins élevés qu'au cours de la même période en 2007.

La perte non réalisée sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation au cours de la période de la juste valeur des instruments financiers dérivés, non échus au 31 janvier 2008, utilisés par la société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la perte non réalisée sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 7,7 millions de dollars.

Le gain de change de 0,2 million de dollars sur les éléments monétaires à long terme est principalement attribuable à l'effet favorable des taux de change sur notre dette à long terme alors qu'en 2007 l'effet des taux de change était défavorable.

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites pour le présent trimestre ne correspond qu'à notre quote-part du bénéfice net de Caribbean Investments B.V. (voir section Acquisition). Le 1^{er} novembre 2007 nous avons procédé à une réorganisation de nos voyageurs réceptifs œuvrant dans les Caraïbes et sommes devenus actionnaires majoritaires. À la suite de cette réorganisation, les sociétés, qui étaient auparavant des sociétés satellites, sont devenues des filiales et leurs résultats sont donc consolidés à ceux de la société depuis la date de réorganisation. Cette réorganisation n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats de la société.

DÉVALUATION DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs («PCAA») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités au milieu du mois d'août 2007, après quoi un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement au PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire. Les participants à l'accord ont également conclu une entente de principe le 23 décembre 2007 au sujet de la conversion des placements en PCAA en instruments financiers à long terme assortis d'échéances correspondant aux actifs sous-jacents.

Les principaux éléments de la restructuration comprennent une restructuration globale et concomitante assortie de solutions distinctes. Les PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs. Les PCAA adossés à des actifs synthétiques ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés seront restructurés en billets à taux variable ayant des échéances basées sur celles des actifs sous-jacents regroupés, en moyenne sept ans. Les investis-

seurs devraient recevoir des billets de premier rang ainsi que des billets subordonnés en échange de leur PCAA. Finalement, les PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs. Selon un communiqué émis le 29 février 2008, le plan de restructuration de l'accord devrait clôturer à la fin avril 2008. La société n'est pas signataire de l'accord.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, notamment au niveau du processus de restructuration de l'accord et des changements survenus dans les conditions de marché du crédit, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur des placements dans des PCAA au 31 janvier 2008 et a conclu, à cette date, que ses placements dans des PCAA ne seront pas réalisés d'ici un an et, par conséquent, elle les a reclassés hors de l'actif à court terme au bilan. Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction du risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au printemps 2008. Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 3,55 % à 4,05 %, selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de cinq à sept ans et selon des taux d'actualisations variant de 5,35 % à 8,90 % qui tiennent compte de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord. Par suite de l'évaluation, la société a constaté, au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 14,0 millions de dollars pour porter la dévaluation totale à 25,2 millions de dollars. Au 31 janvier 2008, la juste valeur et la valeur nominale des placements dans des PCAA de la société s'élevaient à 118,3 millions de dollars et 143,5 millions de dollars respectivement. Selon les trois types de séries prévus à l'accord, cette valeur nominale se répartit ainsi : 16,0 millions de dollars est investi dans des titres adossés uniquement à des actifs titrisés traditionnels, 114,8 millions de dollars est investi dans des titres

adossés à des actifs synthétiques ou à une combinaison d'actifs synthétiques et titrisés traditionnels, où nous avons fait l'hypothèse que la grande majorité des titres sera restructurée en billets de premier rang, et 12,7 millions de dollars est investi dans des titres adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 0,2 million de dollars à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10,8 millions de dollars, d'un placement d'une valeur nominale de 11,0 millions de dollars survenue en décembre 2007.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 janvier 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La récupération des impôts sur les bénéfices s'est chiffrée à 1,5 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, par rapport à une charge de 3,3 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 s'est élevé à 12,9 % par rapport à 63,1 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007. Ces taux s'expliquent avant tout par notre décision prise lors de l'exercice 2004 de ne pas comptabiliser le recouvrement d'impôts sur les pertes provenant de nos activités françaises et, pour la période terminée le 31 janvier 2008, par le traitement fiscal de la dévaluation des placements dans des PCAA.

PERTE NETTE

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 s'est établie à 10,1 millions de dollars, soit 0,30 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 2,0 millions de dollars, soit 0,06 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 33 639 000 pour le premier trimestre 2008 et de 33 757 000 pour le premier trimestre 2007.

Sur une base diluée, la perte par action a atteint 0,30 \$ pour le premier trimestre de 2008, comparativement à un bénéfice dilué de 0,06 \$ par action en 2007. Le nombre moyen pondéré d'actions rajusté utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action s'est élevé à 33 639 000 pour le trimestre écoulé et à 34 267 000 pour 2007. Voir la note 8 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus sont en hausse (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) principalement en raison de la progression du nombre des voyageurs et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2006. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix et à l'augmentation des prix du carburant qui ont augmenté depuis 2006. En conséquence de ce qui précède, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier significativement d'un trimestre à l'autre.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T2		T3		T4		T1	
	2007 redressé	2006	2007 redressé	2006	2007 redressé	2006	2008	2007 redressé
Revenus	911 400	791 569	741 762	611 107	680 418	619 494	787 389	712 337
Marge	64 839	68 487	25 907	15 606	21 169	28 821	15 944	26 202
Bénéfice net (perte nette)	53 757	42 845	16 106	4 205	6 626	13 552	(10 094)	2 014
Bénéfice (perte) de base par action	1,59	1,27	0,48	0,12	0,20	0,40	(0,30)	0,06
Bénéfice dilué (perte diluée) par action	1,57	1,24	0,47	0,12	0,20	0,39	(0,30)	0,06

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 janvier 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 172,0 millions de dollars, comparativement à 166,8 millions de dollars au 31 octobre 2007. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 275,0 millions de dollars à la fin du premier trimestre 2008 comparativement à 168,2 millions de dollars au 31 octobre 2007. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement déficitaire de 25,8 millions de dollars, soit un ratio de 0,97, par rapport à un fonds de roulement de 71,5 millions et un ratio de 1,11 au 31 octobre 2007. Cette baisse découle du reclassement dans l'actif à long terme de nos placements dans des PCAA.

La société dispose depuis le 16 novembre 2007, d'une entente avec une institution financière portant sur un crédit à terme rotatif, non garanti, au montant de 150,0 millions de dollars et, aux fins d'émission de lettres de crédit, sur un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises. Cette entente vient à échéance le 16 novembre 2012. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée. Au 31 janvier 2008, le solde du crédit à terme rotatif utilisé s'élevait à 90,0 millions de dollars.

Nous avons aussi accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,8 millions d'euros (18,1 millions de dollars).

FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres terminés les 31 janvier
(en milliers de dollars)

	2008 \$	2007 Redressé \$	Écart \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	128 062	103 822	24 240
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(161 149)	(67 587)	(93 562)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	43 179	(4 947)	48 126
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(4 910)	(4 012)	(898)
Variation nette de la trésorerie	5 182	27 276	(22 094)

L'actif total a augmenté de 249,3 millions de dollars (23,1 %), passant de 1 080,5 millions le 31 octobre 2007 à 1 329,8 millions le 31 janvier 2008. Cette hausse est principalement attribuable à l'intensification des activités commerciales combinée à la saisonnalité de nos activités qui ont résulté en des augmentations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés de 106,7 millions de dollars et des frais payés d'avance de 78,3 millions de dollars. L'avoir des actionnaires a augmenté de 33,2 millions de dollars, passant de 283,5 millions de dollars au 31 octobre 2007 à 316,7 millions de dollars au 31 janvier 2008. Cette augmentation découle principalement de la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de 42,2 millions de dollars, compensée par la perte nette de 10,1 millions de dollars.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 128,1 millions de dollars pendant le premier trimestre, soit 24,2 millions de plus que lors du premier trimestre de l'exercice 2007. Cette augmentation est principalement attribuable à la variation nette des soldes du fonds de roulement liée à l'exploitation qui a été supérieure de 38,2 millions de dollars à celle de la période correspondante de 2007, et ce, principalement à cause de la variation favorable des soldes de dépôts de clients et revenus reportés au cours du présent trimestre.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés à des fins d'investissement au cours du trimestre ont augmenté de 93,6 millions de dollars pour se situer à 161,1 millions de dollars, comparativement à 67,6 millions de dollars pour la même période en 2007. Cette hausse découle principalement de l'acquisition d'une participation de 35 % dans la société Caribbean Investments B.V. au montant de 50,6 millions de dollars et de la variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés du trimestre qui a été supérieure de 46,5 millions de dollars à celle du

trimestre correspondant de 2007. De plus, les acquisitions d'immobilisations corporelles, principalement des entretiens d'aéronefs et l'immeuble administratif de Look Voyages, ont été supérieures de 7,2 millions de dollars à celles du trimestre de 2007.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 43,2 millions de dollars au cours du trimestre, comparativement à une utilisation de 4,9 millions de dollars pour la même période en 2007, soit une augmentation de 48,1 millions de dollars. Cette hausse découle de l'augmentation de notre dette à long terme de 50,0 millions de dollars, à la suite de la conclusion de notre entente portant sur le crédit à terme rotatif de 150,0 millions de dollars.

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 janvier 2008. Ces obligations s'élevaient à 144,3 millions de dollars au 31 janvier 2008 et à 91,8 millions de dollars au 31 octobre 2007. Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, qui peut être estimée s'élevait à environ 272,1 millions de dollars au 31 janvier 2008 (279,3 millions au 31 octobre 2007) et se détaille comme suit :

	Au 31 janvier 2008 \$	Au 31 octobre 2007 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	12 592	10 751
Contrats de cautionnement	848	848
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	258 689	267 710
	272 129	279 309

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

Au 31 janvier 2008, l'endettement de la société avait augmenté par rapport au 31 octobre 2007.

La dette au bilan a augmenté de 52,5 millions de dollars, passant de 91,8 millions à 144,3 millions de dollars alors que notre dette hors bilan a diminué de 7,2 millions de dollars, passant de 279,3 millions à 272,1 millions de dollars, le tout représentant une augmentation de la dette totale de 45,3 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2007. L'augmentation de notre dette au bilan découle principalement de notre nouveau crédit à terme rotatif duquel nous avons tiré un montant de 90,0 millions de dollars au 31 janvier 2008. La diminution de notre dette hors bilan résulte quant à elle des remboursements de nos engagements.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos investissements dans des PCAA, la

dette nette de la société est passée de 62,0 millions de dollars le 31 octobre 2007 à 126,2 millions de dollars le 31 janvier 2008, soit une augmentation de 103,4 %. Cette augmentation découle principalement de l'augmentation de notre dette à long terme.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 janvier 2007, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Conformément à son offre publique de rachat renouvelée le 15 juin 2007, la société a racheté, au cours de la période terminée le 31 janvier 2008, un total de 152 100 actions à droit de vote, composées d'actions à droit de vote variable de catégorie A et d'actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 4,2 millions de dollars.

Au 31 janvier 2008, il y avait 1 810 477 actions à droit de vote variable de catégorie A et 31 714 254 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 janvier 2008, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 464 917, dont 209 827 pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Au cours de la période terminée le 31 janvier 2008, la société a déclaré et versé des dividendes totalisant 3,0 millions de dollars.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

COÛTS POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «*Accrued-in-advance method*», tel que décrit à la note 2 des états financiers vérifiés du 31 octobre 2007, et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] *AUG AIR-1, Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006.

Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs comme suit :

Aéronefs loués

En vertu des baux, la société est tenue de maintenir les aéronefs en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Aéronefs acquis

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissages. Les aéronefs et les entretiens majeurs sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes variant de 7 à 10 ans alors que les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés.

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des périodes antérieures. L'application de ces nouvelles normes s'est traduit, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2,6 millions de dollars et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 17,0 millions de dollars, une diminu-

tion de la provision pour remise en état des aéronefs de 17,8 millions de dollars, une augmentation du passif d'impôts futurs de 0,3 million de dollars et une augmentation des bénéfices non répartis de 0,6 million de dollars. Pour la période terminée le 31 janvier 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution de la dépense d'entretien de 1,5 million de dollars, une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 1,7 million de dollars et une diminution de la charge d'impôts futurs de 0,1 million de dollars, soit une diminution du bénéfice net de 0,1 million de dollars et n'a eu aucune incidence sur le bénéfice dilué par action. Également pour la période terminée le 31 janvier 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une augmentation des flux de trésorerie liés à l'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés à l'investissement de 1,5 million de dollars.

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

AUTRES NORMES

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863 «Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

La société invite le lecteur à se référer à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires du premier trimestre terminé le 31 janvier 2008 pour plus de détail relativement à l'adoption de ces nouvelles normes.

CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Conformément à l'instrument 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière ainsi que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les contrôles et procédures de communication de l'information financière fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la société et de ses filiales soit dûment communiquée. De plus, le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR du Canada.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Pour la saison d'hiver, la société estime que la demande va demeurer supérieure à celle de 2007 sur tous les marchés. Cependant, au Canada, une concurrence très intense et une offre excédentaire continuent d'exercer une pression sur les prix de vente. Pour l'été, les réservations sont généralement en avance sur 2007, surtout chez les filiales européennes.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars) (non vérifiés)

Au 31 janvier 2008

Au 31 octobre 2007
[redressé — note 2]

ACTIF

Actif à court terme

	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171 950	166 768
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés [note 3]	274 927	168 196
Placements dans des PCAA [note 4]	—	142 346
Débiteurs	137 793	109 128
Impôts sur les bénéfices à recevoir	9 842	13 037
Actifs d'impôts futurs	20 147	25 250
Stocks	10 840	8 931
Frais payés d'avance	124 267	45 981
Instruments financiers dérivés [note 5]	26 079	26 997
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	34 911	31 077
Total de l'actif à court terme	810 756	737 711
Placements dans des PCAA [note 4]	118 300	—
Dépôts	20 045	17 191
Actifs d'impôts futurs	4 917	9 341
Immobilisations corporelles [note 2]	165 421	163 018
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	150 689	148 515
Instruments financiers dérivés [note 5]	3 788	316
Autres actifs [note 6]	55 912	4 431
	1 329 828	1 080 523

PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES

Passif à court terme

Créditeurs et charges à payer	288 295	281 985
Impôts sur les bénéfices à payer	2 994	8 757
Passifs d'impôts futurs [note 2]	8 347	298
Dépôts de clients et revenus reportés	453 456	237 898
Instruments financiers dérivés [note 5]	33 775	88 469
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	49 688	48 794

Total du passif à court terme

	836 555	666 201
Dette à long terme [note 7]	91 471	39 887
Débeture	3 156	3 156
Provision pour remise en état des aéronefs [note 2]	30 568	31 701
Autres passifs	33 050	32 189
Instruments financiers dérivés [note 5]	568	6 135
Passif d'impôts futurs [note 2]	17 784	17 802
	1 013 152	797 071

Avoir des actionnaires

Capital-actions [note 8]	157 328	156 964
Bénéfices non répartis [note 2]	174 537	191 118
Surplus d'apport	2 189	1 871
Cumul des autres éléments du résultat étendu [note 9]	(17 378)	(66 501)
	316 676	283 452
	1 329 828	1 080 523

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars, sauf les montants par action) (non vérifiés)

	2008	2007
	\$	[redressé — note 2] \$
Revenus	787 389	712 337
Dépenses d'exploitation		
Coûts directs	441 441	382 047
Salaires et avantages sociaux	87 819	78 652
Carburant d'aéronefs	67 606	55 682
Commissions	45 046	51 218
Entretien d'aéronefs [note 2]	21 921	20 244
Frais d'aéroports et de navigation	19 293	17 921
Loyer d'aéronefs	11 902	11 980
Autres	76 417	68 391
	771 445	686 135
	15 944	26 202
Amortissement [note 2]	13 275	12 252
Intérêts sur la dette à long terme et la débenture	2 351	1 771
Autres intérêts et frais financiers	388	311
Revenus d'intérêts	(4 427)	(4 672)
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 967	9 716
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(157)	1 619
Dévaluation des placements dans des PCAA [note 4]	14 222	—
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(707)	(202)
	26 912	20 795
Bénéfice (perte) avant les postes suivants	(10 968)	5 407
Impôts sur les bénéfices (récupération)		
Exigibles	4 529	7 364
Futurs	(6 039)	(4 025)
	(1 510)	3 339
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(9 458)	2 068
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(636)	(54)
Bénéfice net (perte nette) de la période	(10 094)	2 014
Bénéfice (perte) de base par action [note 8]	(0,30)	0,06
Bénéfice (perte) dilué(e) par action [note 8]	(0,30)	0,06

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2008	2007
	\$	[redressé — note 2] \$
Bénéfice net (perte nette) de la période	(10 094)	2 014
Autres éléments du résultat étendu		
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (nette d'impôts de 21 482 \$)	42 247	12 022
Pertes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie avant le 1 ^{er} novembre 2006, portées en résultat net au cours de la période (nette d'impôts de 87 \$)	177	4 237
Gains de change latents sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dus à la dépréciation en date d'arrêt des comptes du dollar canadien face à l'euro et à la livre sterling	6 699	6 398
	49 123	22 657
Résultat étendu de la période	39 029	24 671

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2008	2007
	\$	[redressé — note 2] \$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	190 534	142 116
Modification d'une convention comptable [note 2]	584	2 561
Bénéfices non répartis au début de la période	191 118	144 677
Bénéfice net (perte nette) de la période	(10 094)	2 014
Prime versée au rachat d'actions [note 8]	(3 459)	(2 489)
Dividendes	(3 028)	(2 360)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	174 537	141 842

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier
(en milliers de dollars) (non vérifiés)

	2008	2007
	\$	[redressé — note 2] \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte nette) de la période	(10 094)	2 014
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sorties (rentrées de fonds) :		
Amortissement	13 275	12 252
Perte non réalisée sur instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	1 967	9 716
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(157)	1 619
Variation de la juste valeur des placements dans des PCAA	14 000	—
Perte sur disposition de placements dans des PCAA	222	—
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(707)	(202)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	636	54
Impôts futurs	(6 039)	(4 025)
Charge de retraite	772	625
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	567	271
	14 442	22 324
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	117 342	79 188
Variation nette des autres actifs et passifs liés à l'exploitation	(2 589)	(13)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs	(1 133)	2 323
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	128 062	103 822
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(14 575)	(7 361)
Contrepartie versée pour une société acquise	(50 621)	—
Disposition de placements dans des PCAA	10 778	—
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	(106 731)	(60 226)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(161 149)	(67 587)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	50 000	—
Remboursement de la dette à long terme	(450)	(3 460)
Produit de l'émission d'actions	829	3 815
Rachat d'actions	(4 172)	(2 942)
Dividendes	(3 028)	(2 360)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	43 179	(4 947)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4 910)	(4 012)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 182	27 276
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	166 768	214 887
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	171 950	242 163

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

NOTE 1 BASE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2007. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice en cours.

NOTE 2 NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Coûts pour remise en état des aéronefs

Le 1^{er} novembre 2007, la société a modifié sa méthode comptable relativement à la comptabilisation des coûts pour remise en état des aéronefs. Jusqu'au 31 octobre 2007, la société comptabilisait ses coûts selon la méthode d'établissement de courus «*Accrued-in-advance method*», tel que décrit à la note 2 des états financiers vérifiés du 31 octobre 2007, et ce, conformément aux méthodes comptables suggérées dans le guide américain *Audits of Airlines* publié par l'*American Institute of Certified Public Accountants*.

Le 8 septembre 2006, le *Financial Accounting Standards Board* [«FASB»] a publié le *FASB Staff Position* [«FSP»] AUG AIR-1, *Accounting for Planned Major Maintenance Activities*. Ce FSP a modifié le guide *Audits of Airlines* afin d'exclure l'utilisation de la méthode d'établissement de courus comme méthode acceptable. Ce FSP est applicable à toutes les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 15 décembre 2006.

Par conséquent, à compter du 1^{er} novembre 2007, la société a abandonné la méthode de l'établissement de courus et comptabilise les coûts pour remise en état des aéronefs comme suit :

Aéronefs loués

En vertu des baux, la société est tenue de maintenir les aéronefs en bon état et suivre le plan d'entretien. La société comptabilise l'obligation d'entretien des aéronefs loués en fonction du degré d'utilisation jusqu'au prochain entretien. L'obligation est ajustée pour tout changement dans les coûts prévus de l'entretien afférent. Selon le type d'entretien, le degré d'utilisation est déterminé en fonction des cycles, des heures de vols ou du passage du temps entre chaque entretien. L'excédent de l'obligation pour entretien sur les dépôts d'entretien aux bailleurs effectués et non réclamés est présenté au passif sous la rubrique «Provision pour remise en état des aéronefs loués».

Aéronefs acquis

Lors de l'acquisition d'un aéronef, une portion du coût est allouée à la catégorie «entretiens majeurs», laquelle est afférente aux coûts de remise en état des cellules, des moteurs et des trains d'atterrissages. Les aéronefs et les entretiens majeurs sont amortis en tenant compte de leur valeur résiduelle estimative prévue. Les aéronefs sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur des périodes variant de 7 à 10 ans alors que les entretiens majeurs, selon le type d'entretien, sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire ou en fonction de l'utilisation de l'aéronef correspondant jusqu'au prochain entretien majeur afférent. Les coûts des entretiens majeurs subséquents sont capitalisés à titre d'entretiens majeurs et amortis selon leur type. Les coûts des autres entretiens, y compris les réparations imprévues, sont constatés au résultat net lorsque ceux-ci sont engagés.

Ce changement de convention comptable a été comptabilisé rétroactivement avec retraitement des périodes antérieures. L'application de ces nouvelles normes s'est traduit, le 1^{er} novembre 2006 par une augmentation des bénéfices non répartis de 2 561 \$ et, au 31 octobre 2007, par une diminution nette des immobilisations corporelles de 16 982 \$, une diminution de la provision pour remise en état des aéronefs de 17 826 \$, une augmentation du passif d'impôts futurs de 260 \$ et une augmentation des bénéfices non répartis de 584 \$. Pour la période terminée le 31 janvier 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une diminution de la dépense d'entretien de 1 528 \$, une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles de 1 705 \$ et une diminution de la charge d'impôts futurs de 59 \$, soit une diminution du bénéfice net de 118 \$ et n'a eu aucune incidence sur le bénéfice dilué par action. Également pour la période terminée le 31 janvier 2007, l'application de ces nouvelles normes s'est traduite par une augmentation des flux de trésorerie liés à l'exploitation et une diminution des flux de trésorerie liés à l'investissement de 1 519 \$.

La société aurait également pu choisir de comptabiliser au résultat net les coûts d'entretien de ses aéronefs acquis, au fur et à

mesure que ceux-ci sont engagés. La société est d'avis que les conventions adoptées fournissent une meilleure information aux utilisateurs des états financiers.

Autres normes

L'ICCA a publié les normes comptables suivantes qui sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2007 pour la société, soit les chapitres 3862 «Instruments financiers – informations à fournir», 3863 «Instruments financiers – présentation», 1535 «Informations à fournir concernant le capital» et 1506 «Modifications comptables».

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861 «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» et mettent l'accent sur la divulgation des risques associés aux instruments financiers, y compris les instruments de couverture et leur gestion.

Le chapitre 1535 exige que la société donne des informations supplémentaires sur la gestion de son capital et de sa conformité aux exigences en matière de capital si elle est soumise à des obligations extérieures.

Le chapitre 1506 fournit notamment des directives pour justifier un changement de convention comptable, le traitement approprié selon les circonstances et la divulgation requise.

NOTE 3

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉES

Au 31 janvier 2008, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 237 897 \$ [168 196 \$ au 31 octobre 2007] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus et 37 030 \$ [nil au 31 octobre 2007] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

NOTE 4

PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs («PCAA») émis par des tiers a souffert d'une crise des liquidités au milieu du mois d'août 2007, après quoi un groupe d'institutions financières et d'autres parties ont convenu, en vertu de l'accord de Montréal [l'«accord»], d'une période de moratoire relativement au PCAA vendu par 23 émetteurs de conduits. Un comité d'investisseurs pancanadien a été par la suite mis sur pied pour surveiller la restructuration ordonnée de ces instruments pendant la période de moratoire. Les participants à l'accord ont également conclu une entente de principe le 23 décembre 2007 au sujet de la conversion des placements en PCAA en instruments financiers à long terme assortis d'échéances correspondant aux actifs sous-jacents.

Les principaux éléments de la restructuration comprennent une restructuration globale et concomitante assortie de solutions distinctes. Les PCAA adossés exclusivement à des actifs traditionnels titrisés seront restructurés sur une base de série par série, chaque fiducie ou série conservant ses propres actifs. Les PCAA adossés à des actifs synthétiques ou une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels titrisés seront restructurés en billets à taux variable ayant des échéances basées sur celles des actifs sous-jacents regroupés, en moyenne sept ans. Les investisseurs devraient recevoir des billets de premier rang ainsi que des billets subordonnés en échange de leur PCAA. Finalement, les PCAA qui sont adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis seront restructurés sur une base de série par série, chaque série maintenant son exposition séparée à ses propres actifs. Selon un communiqué émis le 29 février 2008, le plan de restructuration de l'accord devrait clôturer à la fin avril 2008. La société n'est pas signataire de l'accord.

Compte tenu de l'information rendue disponible au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, notamment au niveau du processus de restructuration de l'accord et des changements survenus dans les conditions de marché du crédit, la société a procédé à une nouvelle évaluation de la juste valeur des placements dans des PCAA au 31 janvier 2008 et a conclu, à cette date, que ses placements dans des PCAA ne seront pas réalisés d'ici un an et, par conséquent, elle les a reclassés hors de l'actif à court terme au bilan. Faute de marché actif pour les titres de PCAA, la direction de la société a estimé la juste valeur de ces actifs en actualisant les flux de trésorerie futurs qui ont été déterminés à l'aide d'un modèle d'évaluation qui prend en compte les meilleures estimations par la direction du risque de crédit attribuable aux actifs sous-jacents, les taux d'intérêt en vigueur sur le marché en cause, les montants à recevoir, les dates d'échéance et l'hypothèse d'une forte probabilité que le processus de restructuration de l'accord se concrétisera au printemps 2008. Aux fins de l'estimation des flux de trésorerie futurs, la société a estimé que les instruments financiers à long terme issus de la conversion de ses PCAA procureraient des rendements d'intérêt de 3,55 % à 4,05 %, selon le type de séries. Ces flux de trésorerie futurs ont été actualisés, selon le type de séries, sur des périodes variant de cinq à sept ans et selon des taux d'actualisations variant de 5,35 % à 8,90 % qui tiennent comptes de la liquidité. La société a également tenu compte de la part estimative de la société des coûts de restructuration associés à l'accord. Par suite de l'évaluation, la société a constaté, au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, une dévaluation additionnelle de ses placements dans des PCAA de 14 000 \$ pour porter la dévaluation totale à 25 200\$. Au 31 janvier 2008, la juste valeur et la valeur nominale des placements dans des PCAA de la société s'élevaient à 118 300 \$ et 143 500 \$ respectivement. Selon

les trois types de séries prévus à l'accord, cette valeur nominale se répartit ainsi : 16 000 \$ est investi dans des titres adossés uniquement à des actifs titrisés traditionnels, 114 848 \$ est investi dans des titres adossés à des actifs synthétiques ou à une combinaison d'actifs synthétiques et titrisés traditionnels, où la société fait l'hypothèse que la grande majorité des titres sera restructurée en billets de premier rang, et 12 652 \$ est investi dans des titres adossés principalement à des actifs en sous-prime aux États-Unis. La dévaluation des placements dans des PCAA comprend également une perte de 222 \$ à la suite de la réalisation, pour une contrepartie en espèce de 10 778\$, d'un placement d'une valeur nominale de 11 000\$ survenue en décembre 2007.

L'estimation de la juste valeur des investissements en PCAA effectuée par la société au 31 janvier 2008 est entourée d'une grande incertitude. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des titres de PCAA au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction, et l'ampleur de cet écart pourrait influencer grandement sur nos résultats financiers.

La crise des liquidités qui frappe le marché canadien du PCAA émis par des tiers n'a pas eu d'incidence notable sur l'exploitation de la société. La société détient ou à accès aux fonds nécessaires pour remplir toutes ses obligations financières, d'exploitation ou

réglementaires. Les fonds en fiducie, qui représentent les dépôts des clients, ainsi que les fonds disponibles, sont détenus à titre d'encaisse ou investis dans des instruments liquides [surtout de l'encaisse et des dépôts à terme] auprès d'un large éventail d'institutions financières importantes et ne sont nullement exposés à la crise du marché du PCAA.

NOTE 5 INSTRUMENTS FINANCIERS

Classement des instruments financiers

Le classement des instruments financiers, autres que les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur, au 31 janvier 2008, sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 janvier 2008, les valeurs comptables des actifs financiers classés comme prêts et créances, composés essentiellement des débiteurs, et des passifs financiers à court terme classés comme autres passifs financiers se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme. Les valeurs comptables des autres passifs financiers à long terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

Classement des instruments financiers

			Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Prêts et créances	Total	
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171 950	—	171 950	171 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	274 927	—	274 927	274 927
Placement dans des PCAA	118 300	—	118 300	118 300
Débiteurs	—	137 793	137 793	137 793
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme de carburant	24 467	—	24 467	24 467
	589 644	137 793	727 437	727 437

			Valeur comptable	Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Autres passifs financiers	Total	
	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	—	288 295	288 295	288 295
Dettes à long terme	—	141 159	141 159	141 159
Débiteurs	—	3 156	3 156	3 156
Instruments financiers dérivés – Contrats d'achat à terme de carburant	115	—	115	115
	115	432 610	432 725	432 725

La juste valeur des instruments financiers dérivés correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleines concurrences. La société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou le cours vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la société a un accès immédiat. Si le marché d'un instrument financier dérivé n'est pas actif, la société établit la juste valeur par l'application de techniques d'évaluation, telles l'utilisation des informations disponibles sur des transactions portant sur des instruments identiques en substance, par l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou autres techniques, le cas échéant. La société s'assure, dans la mesure du possible, d'intégrer les facteurs que des intervenants sur le marché prendraient en considération pour fixer un prix et que la technique d'évaluation est conforme aux méthodes économiques acceptées pour la fixation du prix d'instruments financiers.

La valeur comptable des instruments financiers dérivés au 31 janvier 2008 se détaille comme suit :

	Actif \$	Passif \$
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		
Contrats de change à terme	5 400	32 002
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de juste valeur		
Contrats de change à terme	—	2 226
Instruments financiers dérivés classés comme détenus à des fins de transaction		
Contrats d'achat à terme de carburant	24 467	115

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses affaires, la société est exposée au risque de marché, principalement le risque de variation de taux de change de certaines devises, le risque de variation des prix du carburant et le risque de taux d'intérêt. La société gère ces expositions au risque sur une base continue. Afin de limiter les incidences sur ses revenus, ses dépenses et ses flux de trésorerie, découlant de la

fluctuation des taux de change, des prix du carburant et des taux d'intérêt, la société peut recourir à l'utilisation de divers instruments financiers dérivés. La direction de la société est responsable de l'établissement des niveaux de risques acceptables et elle n'utilise les instruments financiers dérivés qu'aux fins de gestion de ses risques, des engagements ou obligations existants ou prévus qu'elle prévoit effectuer compte tenu de son expérience passée.

Risque de change

La société est exposée, principalement en raison de ses nombreuses ententes avec des fournisseurs étrangers, de sa dette à long terme et de ses revenus en devises étrangères, et en raison des fluctuations des taux de change en ce qui concerne principalement le dollar américain, l'euro et la livre sterling par rapport au dollar canadien et à l'euro. Environ 30 % des coûts de la société sont effectués avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui encoure les coûts alors qu'un pourcentage négligeable des revenus est réalisé avec une devise autre que la monnaie de mesure de l'unité d'exploitation qui effectue la vente. Afin de préserver la valeur des engagements et des transactions anticipées, la société conclut des contrats de change à terme pour l'achat et/ou la vente de devises, en fonction de l'évolution anticipée des taux de change, dont l'échéance est généralement de moins de deux ans, et ce, en conformité avec sa politique de gestion des risques de devises.

Le tableau ci-dessous résume la position nette, en dollars canadiens, des actifs financiers et passifs financiers de la société et de ses filiales en devises, autres que leur monnaie de mesure des états financiers, au 31 janvier 2008, en fonction de leur monnaie de mesure des états financiers :

Le 31 janvier 2008, si le dollar canadien avait varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, en comparaison avec les autres devises, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 aurait été respectivement inférieur ou supérieur de 4 540 \$ alors que les autres éléments du résultat étendu auraient respectivement été inférieurs ou supérieurs de 36 829 \$.

	Dollar américain \$	Euro \$	Livre sterling \$	\$	Autres devises \$	Total \$
Monnaie de mesure des états financiers des sociétés du groupe						
Dollar canadien	(75 667)	4 682	2 252	—	(5 706)	(74 439)
Euro	(6 056)	—	—	582	(1 601)	(7 075)
Livre sterling	406	872	—	1 306	—	2 584
Total	(81 317)	5 554	2 252	1 888	(7 307)	(78 930)

Risque de variation des prix du carburant

La société est particulièrement exposée aux fluctuations des prix du carburant. Étant donné les pressions concurrentielles au sein de l'industrie, rien ne garantit que la société serait en mesure de répercuter toute augmentation des prix du carburant à ses clients en augmentant les tarifs et, le cas échéant, qu'une augmentation de tarifs suffirait à contrebalancer les coûts accrus de carburant, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation. Afin de se protéger contre les augmentations subites et importantes des prix du carburant, la société s'est dotée d'une politique de gestion des risques de carburant qui autorise l'utilisation de contrats à terme dont l'échéance est généralement de moins de deux ans.

Le 31 janvier 2008, si les prix du carburant avaient varié de 10 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 16 500 \$ tandis que les autres éléments du résultat étendu n'auraient pas varié.

Au 31 janvier 2008, 56 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 et 13 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 étaient couverts par des contrats d'achat de carburant [50 % des besoins estimatifs de l'exercice 2008 et 2 % des besoins estimatifs de l'exercice 2009 étaient couverts au 31 octobre 2007].

Risque de taux d'intérêt

La société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à long terme à taux variables. La société gère son exposition aux fluctuations de taux d'intérêt et pourrait, le cas échéant, conclure des accords de swaps consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes.

Les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les revenus d'intérêts que la société tire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. La société s'est dotée d'une politique de placement dont les objectifs sont de préserver le capital, la liquidité des instruments et d'obtenir un rendement raisonnable. La politique précise les types d'instruments d'investissement permis, leur concentration, leur cote de crédit acceptable et leur échéance maximum.

Le 31 janvier 2008, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la société pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 160 \$ tandis que les autres éléments du résultat étendu n'auraient pas varié.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient principalement d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire leurs obligations. Les débiteurs proviennent généralement de la vente de vacances à forfait à des

particuliers par l'entremise d'agences de voyages et de la vente de sièges à des voyageurs géographiquement dispersés. Aucun client ne représente plus de 10 % du solde des débiteurs. Il ne s'est jamais produit que la société doive radier un montant appréciable de débiteurs. À l'exception des placements dans des PCAA, la société estime ne pas être soumise à une concentration importante du risque de crédit. Le risque de crédit maximum auquel la société est exposée au 31 janvier 2008 correspond à la juste valeur des équivalents de trésorerie, des placements dans des PCAA et des débiteurs.

Le tableau suivant résume l'âge des débiteurs en date du 31 janvier 2008 selon les conditions définies avec ces derniers :

	\$
Dans les délais	58 253
Moins de 30 jours en souffrance	50 965
30 à 60 jours en souffrance	15 841
61 à 90 jours en souffrance	5 602
Plus de 91 jours en souffrance	7 132
Total	137 793

Risque de contrepartie

La société est exposée au risque que les parties avec lesquels elle conclut des contrats ne soient pas en mesure de respecter leurs engagements. Le risque de contrepartie inclut le risque lié à l'émetteur de titres, le risque d'exécution sur instruments financiers dérivés ainsi que le risque de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. La société minimise son exposition au risque lié à l'émetteur en n'investissant que dans des produits bénéficiant d'une cote de crédit minimale de R1-Mid ou mieux (selon Dominion Bond Rating Service (DBRS)), A1 (selon Standard & Poor's) ou P1 (selon Moody's) en plus d'être cotés par un minimum de deux firmes de cotation. De plus, la société tente de minimiser son risque en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. L'exposition à ces risques est étroitement surveillée et contenue dans les limites dictées par les différentes politiques de la société. La société réexamine ses politiques de façon régulière.

La direction est d'avis que le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est adéquatement contrôlé, puisqu'elle conclut des contrats uniquement avec des institutions financières de grande envergure ayant des cotes de crédit appropriées. Le risque auquel est exposée la société en ce qui concerne les instruments financiers dérivés se limite au coût de remplacement des contrats aux cours du marché, dans l'éventualité d'un défaut de contrepartie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont investis de façon diversifiée auprès de sociétés bénéficiant d'une cote de crédit de haute qualité. Plus de 90 % des placements dans des PCAA de la société sont investis dans des fonds dont les actifs sont cotés AAA par la plus récente évaluation de DBRS datée du 6 novembre 2007.

Risque de liquidité

La société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis aux termes de ses engagements et à un prix raisonnable. La société dispose d'un département de trésorerie qui a comme responsabilité, entre autres, de s'assurer d'une saine gestion des liquidités disponibles, du financement et du respect des échéances à l'échelle consolidé de la société. Sous la supervision de la haute direction, le département de trésorerie gère la liquidité de la société en fonction des prévisions financières et des flux de trésorerie anticipés.

Le tableau suivant résume les échéances des passifs financiers de la société en date du 31 janvier 2008 :

	Échéance de moins d'un an \$	Échéance de un à deux ans \$	Échéance de deux à cinq ans \$	Total \$
Instruments				
financiers dérivés	33 775	568	—	34 343
Dette à long terme	49 688	1 471	90 000	141 159
Débtenture	—	3 156	—	3 156
Total	83 463	5 195	90 000	178 658

Gestion du risque de capital

Les objectifs de la société en termes de gestion du capital sont d'abord d'assurer la pérennité de celle-ci afin de pouvoir poursuivre son exploitation, de fournir un rendement à ses actionnaires, de fournir des avantages à ses autres parties prenantes et de maintenir une structure de capital la plus optimale possible afin de réduire le coût en capital.

La société gère sa structure de capital en fonction de la conjoncture économique. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut décider d'ajuster le montant de dividendes versés aux actionnaires, de remettre du capital à ses actionnaires et de racheter de ses actions sur le marché ou émettre de nouvelles actions.

La société effectue le suivi de sa structure en capital en utilisant le ratio dette/équité rajusté. Ce ratio se calcule comme suit : dette nette / avoir des actionnaires rajusté. La dette nette est égale à la somme de la dette à long terme, de la débtenture et des ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs, moins la trésorerie et équivalents de trésorerie (non détenus en fiducie ou autrement réservés) et les PCAA. L'avoir des actionnaires rajusté correspond à l'avoir des actionnaires à l'exception des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux couvertures de flux de trésorerie.

La stratégie de la société est de maintenir un ratio dette/équité inférieur à 1. Le calcul du ratio dette/équité en date du 31 janvier 2008 se résume comme suit :

	\$	\$
Dette nette		
Dette à long terme	141 159	
Débtenture	3 156	
Ententes hors bilans	272 129	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(171 950)	
Placements dans des PCAA	(118 300)	126 194
Avoir des actionnaires rajustés		316 676
Avoir des actionnaires		316 676
Montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu relativement à des couvertures de flux de trésorerie		18 851
Capital		335 527
Ratio dette/équité		37,6 %

NOTE 6 AUTRES ACTIFS

	2008 \$	2007 \$
Placements dans des sociétés satellites et autres placements	51 784	628
Frais reportés, solde non amorti	2 956	2 701
Divers	1 172	1 102
	55 912	4 431

Le 10 décembre 2007, la société a acquis une participation de 35 % dans Caribbean Investments B.V., une société qui exploite cinq hôtels, situés au Mexique et en République dominicaine, pour une contrepartie au comptant de 50 621 \$ [50 100 \$ US] et des paiements conditionnels supplémentaires totalisant 5 000 \$ basés sur l'atteinte de certaines conditions spécifiques d'ici 2009. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de comptabilisation à la valeur d'acquisition, et la quote-part du bénéfice net de la société acquise a été comptabilisée à compter du 10 décembre 2007. La répartition du prix d'achat relatif à cette acquisition est préliminaire et devrait être finalisée dès que la direction de la société aura recueilli toutes les informations importantes jugées nécessaires.

NOTE 7 DETTE À LONG TERME

Le 16 novembre 2007, la société a conclu une entente avec une institution financière portant sur un crédit à terme rotatif, non garanti, au montant de 150 000 \$ et, aux fins d'émission de lettres de crédit, sur un crédit rotatif au montant de 60 000 \$, pour lequel la société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % des lettres de crédit émises [voir note 3]. Cette entente vient

à échéance le 16 novembre 2012. Selon les conditions de cette entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime déterminée en fonction de certains ratios financiers calculés sur une base consolidée.

Au 31 janvier 2008, le solde du crédit à terme rotatif s'élevait à 90 000 \$.

NOTE 8 CAPITAL-ACTIONS

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la Loi sur les transports au Canada [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25% (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Au 31 janvier 2008, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 1 810 477 et 31 714 254.

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

Pour la période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2008	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2007	33 628 386	156 964
Émission de la trésorerie	7 279	829
Exercice d'options	41 166	248
Rachat d'actions	(152 100)	(713)
Solde au 31 janvier 2008	33 524 731	157 328

Rachats d'actions

Conformément à son offre publique de rachat dans le cours normal de ses affaires, la société a racheté, au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, un total de 152 100 actions à droit de vote, composé d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 4 173 \$.

b) Options

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2007	506 083	22,70
Exercées	(41 166)	14,09
Solde au 31 janvier 2008	464 917	23,46
Options pouvant être exercées au 31 janvier 2008	209 827	14,85

c) Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action ont été calculés comme suit :

(en milliers, sauf les montants par action)

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier	2008	2007 [redressé — note 2]
	\$	\$
Numérateur		
Bénéfice (perte) attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote et servant au calcul du bénéfice dilué par action	(10 094)	2 014
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 639	33 757
Options d'achat d'actions	—	315
Bons de souscription	—	195
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	33 639	34 267
Bénéfice (perte) de base par action	(0,30)	0,06
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	(0,30)	0,06

La débenture pouvant être réglée en actions à droit de vote n'a pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois mois terminées les 31 janvier 2008 et 2007 en raison de leur effet antidilutif. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 89 000 actions pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 et de 104 000 actions pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2007. Étant donné la perte enregistrée au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008, les 464 917 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul de la perte diluée par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 9 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Périodes de trois (3) mois terminées les 31 janvier	2008	2007
	\$	\$
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(66 501)	(12 413)
Autres éléments du résultat étendu de la période	49 123	22 657
Solde à la fin de la période	(17 378)	10 244

NOTE 10 INFORMATIONS SECTORIELLES

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2008

	Amérique du Nord	Europe	Total
	\$	\$	\$
Revenus	675 342	112 047	787 389
Dépenses d'exploitation	651 813	119 632	771 445
	23 529	(7 585)	15 944
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ¹	190 302	125 808	316 110

Période de trois (3) mois terminée le 31 janvier 2007 [redressé — note 2]

	Amérique du Nord	Europe	Total
	\$	\$	\$
Revenus	619 890	92 447	712 337
Dépenses d'exploitation	586 581	99 554	686 135
	33 309	(7 107)	26 202
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ²	194 236	117 297	311 533

¹Au 31 janvier 2008

²Au 31 octobre 2007

NOTE 11 GARANTIES

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 11, 12, 13 et 21 des états financiers consolidés vérifiés 2007 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 janvier 2008, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 410 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 janvier 2008, le montant total de ces garanties s'élevait à 848 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 janvier 2008, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

VOYAGISTES EXPÉDITIFS Transat Tours Canada (TTC)

Vacances Transat

Caraïbes, Amérique latine et Mexique au départ du Canada, marché Canada-Europe et croisières

Nolitours

Caraïbes, Amérique latine, Mexique et Floride au départ du Canada

Look Voyages

Bassin méditerranéen, Afrique, Asie, Caraïbes, Mexique, etc. au départ de la France et Clubs Lookéa

Amplitude Internationale

Tunisie au départ de la France

Vacances Transat (France)

Amériques, Caraïbes, Asie, Afrique au départ de la France. Circuits en Europe de l'Est, Scandinavie, Écosse, Irlande sous la marque Bennett

Brokair

Circuits de groupe au départ de la France

Canadian Affair

Voyagiste britannique spécialisée sur le Canada

Révatours

Europe de l'Est, Asie, Afrique du Nord, etc. au départ du Canada

Merika Tours

Destinations nord-américaines au départ du Canada

Air Consultants Europe (ACE)

Représentant de TTC en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg et en Autriche

VOYAGISTES RÉCEPTIFS — SERVICES À DESTINATION

Jonview Canada

Circuits et forfaits à destination du Canada

Tourgreece

Circuits et forfaits à destination de la Grèce

Trafic Tours

Excursions et services à destination au Mexique

Turissimo

Excursions et services à destination en République dominicaine

Transat Holidays USA

Services à destination et agence de voyages en Floride

HÔTELLERIE

Ocean Hotels

3 hôtels au Mexique et 2 hôtels en République dominicaine (avec H10 Hotels)

DISTRIBUTION AU DÉTAIL

Transat Distribution Canada

Plus de 400 agences de voyages au Canada (Club Voyages, Voyages en Liberté, TravelPlus, Marlin Travel, tripcentral.ca) et exitnow.ca

Club Voyages (France)

Réseau de 72 agences de voyages en France (Club Voyages et Look Voyages)

TRANSPORT AÉRIEN

Air Transat

Transporteur aérien nolisé spécialisé dans les voyages vacances

Handlex

Services aéroportuaires à Montréal, Toronto et Vancouver

Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon

Bourse

Toronto Stock Exchange (TSX)
TRZ.B; TRZ.A

